

Amérique latine / Chili

La route sera longue

Pour obtenir l'attribution d'une zone de gestion et d'exploitation, les femmes de la pêche sont confrontées à bien des difficultés

par Maria Teresa López Boegeholz, professeur, spécialiste de l'éducation à l'environnement et des questions de genres, doyenne, Université de Concepcion, Chili

Au Chili, les droits d'usage et d'exploitation sont accordés aux groupements de la pêche artisanale dans la zone des 5 milles via des AMERB (zones de gestion et d'exploitation des ressources marines benthiques) qui sont une émanation du Sous-secrétariat à la pêche (Subpesca).

Le parcours administratif comporte plusieurs étapes. L'organisation intéressée fait d'abord une demande qui contient les précisions nécessaires sur la zone envisagée. Elle est adressée à Subpesca qui, en collaboration avec le Service national des pêches, le Sous-secrétariat à la Marine et la Direction générale du territoire maritime, rédige un rapport technique. Ensuite vient la publication relative au projet des pêcheurs dans le journal officiel.

La demande pour une AMERB passe par plusieurs étapes : projet d'étude de base de la zone (ESBA), réalisation de l'étude, élaboration d'un plan de gestion et d'exploitation (PMEA).

Une fois que l'administration fiscale a donné son accord, la zone est confiée au groupement de pêcheurs dans le cadre d'un contrat d'exploitation. Le PMEa est défini sur la base d'une perception moderne de la gestion du littoral, c'est-à-dire qui cherche à trouver un équilibre entre préservation et exploitation afin d'assurer la pérennité des écosystèmes côtiers. On fait appel aux avis techniques des professionnels concernés. De cette façon, l'accès à la pêche est réglementé, dans un esprit de préservation de la ressource, et l'on encourage des pratiques responsables de la part des hommes et des femmes qui auront ainsi une activité de pêche commerciale.

Faire une demande pour une AMERB constitue un réel défi pour les femmes de la pêche artisanale. A cet égard, on citera l'exemple d'un groupe de 45 femmes qui ont surmonté de formidables obstacles pour développer leurs compétences essentielles, être

capables d'utiliser de nouvelles techniques et de gérer au mieux leurs faibles ressources économiques.

Ces 45 femmes vivent dans la *caleta* (village) de Los Moros, dans la baie de Coliumo. Sur les 1 200 habitants de cette localité, 380 sont des marins qui adhèrent à quatre syndicats différents. Deux de ces syndicats sont uniquement masculins, l'un est mixte et l'autre est celui des 45 femmes. Elles exploitent dans trois AMERB les espèces d'algues suivantes : *Chondracanthus chamissoi*, *Sarcothalia crispata*, *Mazzaella laminariodes*. La première est très appréciée à Taiwan pour être consommée directement, mais elle doit respecter des critères de plus en plus sévères et elle nécessite beaucoup d'attention lors de son replantage et de sa croissance si l'on veut qu'elle rapporte. Les autres servent à faire des gélifiants.

Les 45 femmes ont formé le *sindicato* des travailleuses, des pêcheuses et ramasseuses indépendantes. Cette structure est dûment reconnue par l'Inspection du travail. Sa présidente est Sara Garrido qui a commencé à travailler dans la pêche quand elle était adolescente, il y a seize ans. Elle cueillait des algues au printemps et en été, puis elle a accompagné son mari en mer pour pêcher le congre et le crabe. Elle a appris à bien vendre la production et à bien gérer le budget familial pour le mieux-être de sa famille et pour scolariser ses deux filles, âgées de 17 et 12 ans.

En 2002, le groupement décide de faire une demande d'attribution d'une AMERB pour des algues, étant donné que cette ressource faisait l'objet d'une surexploitation. Aujourd'hui encore il n'y a aucun contrôle administratif dans ce domaine. Les femmes ont exprimé leurs préoccupations et se sont engagées. Elles ont obtenu trois zones de gestion et fait valider un PMEa.

La première zone fait 600 ares et est déjà exploitée. Les deux autres font 4 hectares chacune. A cause d'un contentieux avec un syndicat masculin qui est contre cette attribution, l'ensemble est remis en question. Mais on trouvera peut-être une solution grâce à la négociation et à un échange, les femmes obtenant de nouveaux secteurs à la place de ceux qui sont contestés, même si leur ESBA a déjà été approuvé et qu'il y a un cofinancement dans le cadre d'un projet qu'elles ont mis au point et pour lequel elles ont obtenu le feu vert. Il n'y a pas encore d'ESBA pour les nouveaux secteurs et il n'existe pas non plus de gisement naturel pour les algues.



Sara Garrido a des choses étonnantes en tête. Dans ce petit coin de moins d'un hectare, et avec son plan de gestion, elle cherche la meilleure façon de faire prospérer le *Chondracanthus chamissoi*. Elle est confiante car elle a bien écouté les universitaires et les techniciens qui l'ont aidée à préparer l'ESBA. Elle a toujours suivi leurs conseils et tenu compte de leurs mises en garde.

Elle a aussi fait approuver un autre projet où elle envisage le séchage et la déshydratation de l'algue, ce qui permettrait d'augmenter nettement les profits. Les femmes ont beaucoup fait pour obtenir des appuis financiers auprès de divers organismes : Fosis (Fonds de solidarité et d'investissement social), Sercotex (Service du crédit extérieur) et Chile Barrios (programme de développement pour lutter contre la pauvreté dans des populations vulnérables). C'est ainsi qu'elles ont pu lancer leur micro-entreprise à statut coopératif conformément à la législation.

A l'avenir, elles espèrent mettre en route un projet de « pêcherie expérimentale » pour des algues qui leur permettrait d'obtenir des cofinancements et l'appui technique nécessaire pour évaluer la durabilité environnementale et socio-économique des secteurs littoraux où il y a des gisements naturels d'algues.

L'opposition du *sindicato* des hommes a créé une atmosphère tendue, lourde, et cela pourrait avoir une influence sur la politique locale en matière de pêche.

En écoutant Sara, en observant l'énergie et le courage dont elle doit s'armer, on se dit qu'il y a encore beaucoup de chemin à parcourir avant de parvenir, dans la transparence, à une bonne prise en compte des questions de genres pour le développement des pêches artisanales.

Pour contacter Maria Teresa, taper:
mtlopezb@hotmail.com